

SOUDAN

APRÈS AVOIR REJETÉ UNE NOUVELLE TRÊVE, AL-BURHANE APPELLE DONALD TRUMP À « METTRE FIN À LA GUERRE »

MALI

LES AUTORITÉS ET BARRICK GOLD METTENT FIN À PLUSIEURS MOIS DE CONFLIT AUTOUR DU GISEMENT D'OR DE LOULO-GOUNKOTO

GHANA-ÉTATS-UNIS

WASHINGTON LÈVE LES DROITS DE DOUANE DE 15 % SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES GHANÉENNES

NIGER

LE GOUVERNEMENT INSTAURE DE NOUVELLES TAXES SUR LES PRODUITS IMPORTÉS POUR FINANCER L'EFFORT DE GUERRE

GRAND FORMAT

Guinée-Bissau

PLONGÉE AU CŒUR D'UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

13 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

24 GRAND FORMAT - GUINÉE-BISSAU

Une immersion au cœur d'un pays où l'équilibre institutionnel reste fragile : comment l'arrestation du président Embaló et la prise de contrôle par l'armée ont fait replonger la Guinée-Bissau dans une zone d'incertitude politique, révélant à nouveau la puissance réelle du haut commandement militaire.

32 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

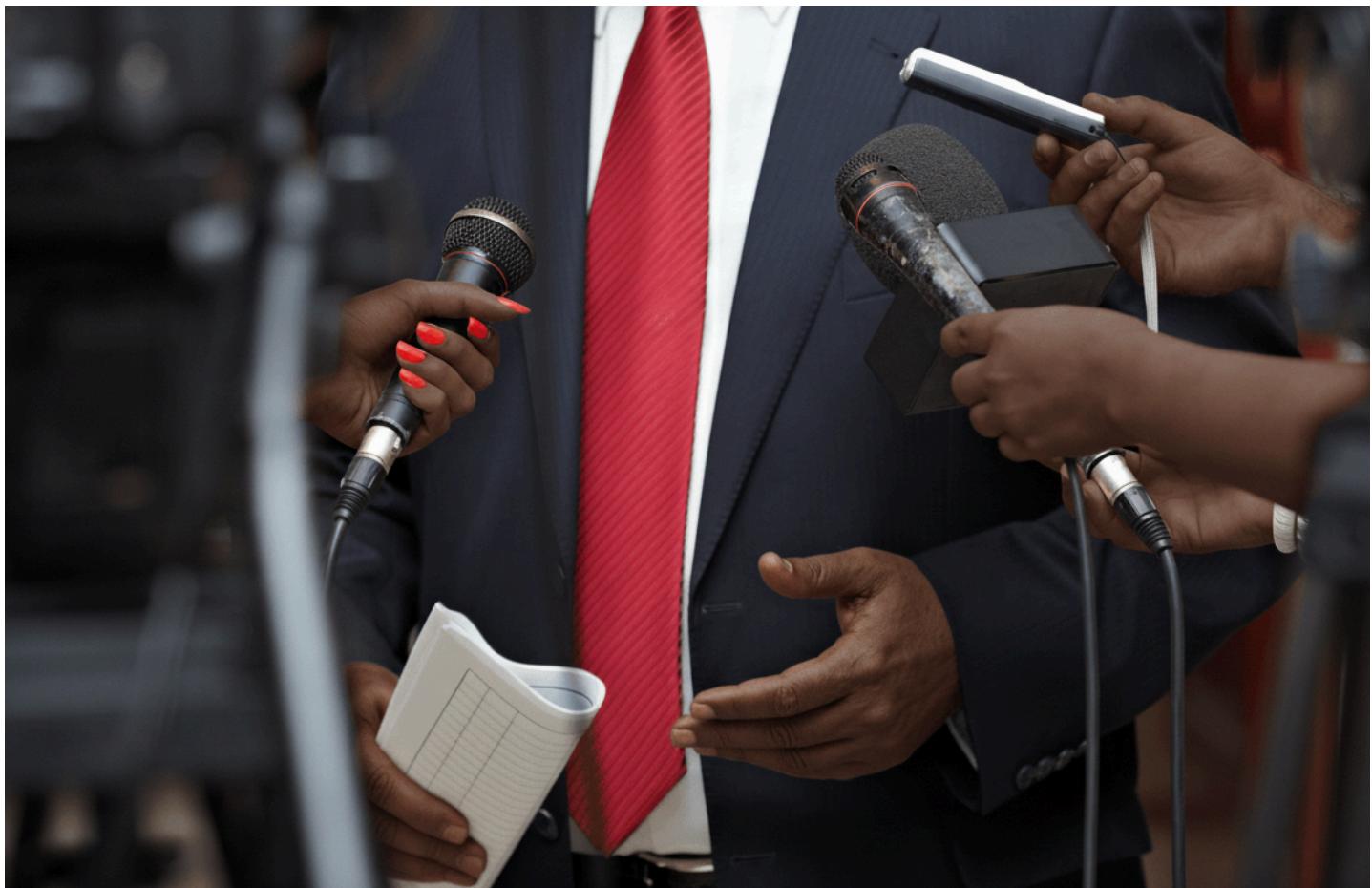
Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian

POLITIQUE

HAMANIÈ
N°077



01 SOUDAN

Après avoir rejeté une nouvelle trêve, Al-Burhane appelle Donald Trump à « mettre fin à la guerre »

03 CAMEROUN

L'opposant Issa Tchiroma Bakary se réfugie en Gambie, nouvelle étape d'une crise politique explosive

05 GABON

Face à Emmanuel Macron, Brice Oligui Nguema réclame le rapatriement des fonds détournés sous le régime Bongo

07 SOMMET UE-UA :

à Luanda, l'Europe et l'Afrique réaffirment un partenariat stratégique dans un monde en recomposition

02 CÔTE D'IVOIRE

Le porte-parole du PDCI-RDA, Soumaila Bredoumy, placé en garde à vue pour 11 chefs d'accusation

04 CÔTE D'IVOIRE

Blé Goudé dévoile enfin les vérités cachées de sa rupture avec Gbagbo et fait des révélations explosives sur Nady Bamba

06 MALI

Face à la menace jihadiste, Paris annonce la réduction de son personnel diplomatique et consulaire

Soudan : après avoir rejeté une nouvelle trêve, Al-Burhane appelle Donald Trump à « mettre fin à la guerre »

Dans un contexte où les médiateurs internationaux peinent à instaurer un cessez-le-feu durable, le chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhane, a appelé Donald Trump à s'impliquer davantage dans le conflit. Une démarche surprenante, puisqu'elle intervient alors même qu'il vient de rejeter la dernière proposition de trêve élaborée avec le soutien de Washington.

Un appel direct à Washington

Dans un contexte où les médiateurs internationaux peinent à instaurer un cessez-le-feu durable, le chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhane, dans une tribune publiée dans le *Wall Street Journal*, exhorte le président américain à jouer un rôle décisif pour mettre fin à une guerre qui ravage le Soudan depuis plus de deux ans. Selon lui, « le peuple soudanais se tourne désormais vers Washington » pour ouvrir une nouvelle phase politique. Il encourage Trump à s'appuyer sur « son honnêteté » dans la gestion du dossier et à s'allier avec les acteurs régionaux « réellement engagés pour la paix ».

Sans les nommer, Al-Burhane vise clairement les Émirats arabes unis, qu'il accuse de prolonger le conflit en soutenant les Forces de soutien rapide (FSR).

Les FSR, dirigées par Mohamed Hamdane Daglo, ancien bras droit de Burhane devenu son rival, sont soupçonnées de recevoir armes, carburant et combattants en provenance d'Abou Dhabi — des accusations fermement démenties par les Émirats, malgré plusieurs enquêtes internationales pointant leur implication.

Une trêve rejetée et des médiateurs jugés « partiaux »



Côte d'Ivoire : le porte-parole du PDCI-RDA, Soumaïla Bredoumy, placé en garde à vue pour 11 chefs d'accusation

Le climat politique ivoirien s'est de nouveau tendu mercredi 26 novembre avec la garde à vue du porte-parole du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), Soumaïla Bredoumy. De retour au pays après plusieurs mois d'absence, le député — candidat aux législatives de décembre — fait désormais face à 11 chefs d'accusation, dont certains extrêmement graves, tels que « actes terroristes » ou « complot contre l'autorité de l'État ». Une procédure que sa défense qualifie d'illégale au regard de son statut de parlementaire.

Or, selon la Constitution, l'arrestation ou la poursuite d'un parlementaire en session nécessite l'accord préalable de sa chambre, sauf en cas de flagrant délit — une qualification que la défense rejette fermement. Pour Me Blessy, cette décision constitue une « violation grave de l'État de droit et du droit parlementaire ».

Onze chefs d'accusation particulièrement lourds



Un retour au pays suivi d'une arrestation controversée

Arrivé en Côte d'Ivoire lundi, Soumaïla Bredoumy a été convoqué dès le lendemain par la police. Mercredi, il s'est présenté aux autorités, accompagné de son avocat, Me Jean-Chrysostome Blessy. Celui-ci affirme que le député a immédiatement invoqué son immunité parlementaire et exercé son droit au silence.

Le parquet, estimant que les faits reprochés s'apparentaient à un flagrant délit, a toutefois ordonné son placement en garde à vue à la préfecture de police d'Abidjan.

Soumaïla Bredoumy est visé par 11 charges, parmi lesquelles : actes terroristes, incitation au meurtre, complot contre l'autorité de l'État, atteinte à la sûreté de l'État, trouble à l'ordre public, appels à l'insurrection, à la haine et à la xénophobie, vol, incendie volontaire, incitation à la révolte populaire, inobservation d'une décision de justice, dénonciation calomnieuse.

Sa garde à vue, prévue pour 48 heures, peut être prolongée de 24 heures supplémentaires. Pour la défense, cette procédure s'inscrit dans une stratégie politique visant à affaiblir l'opposition à l'approche des élections législatives.

Un contexte politique toujours fragile

Si la dernière élection présidentielle – remportée par le président sortant Alassane Ouattara – s'est tenue sans violences massives, les tensions demeurent vives. Les autorités ont recensé 11 morts ces derniers mois et plusieurs opposants ont été arrêtés.

Dans ce climat tendu, l'ancien président Laurent Gbagbo, écarté de la course présidentielle, a dénoncé un contexte « non propice », et son parti a annoncé le boycott des législatives prévues le 27 décembre.

L'interpellation de Soumaïla Bredoumy intervient donc dans une séquence pré-électorale marquée par la méfiance et les accusations mutuelles entre gouvernement et opposition. À quelques semaines du scrutin législatif, cet épisode pourrait encore accentuer les crispations et fragiliser davantage le dialogue politique.

Cameroun : l'opposant Issa Tchiroma Bakary se réfugie en Gambie, nouvelle étape d'une crise politique explosive

La crise post-électorale camerounaise a franchi un nouveau seuil dimanche 23 novembre, lorsque la Gambie a officiellement confirmé l'accueil sur son sol d'Issa Tchiroma Bakary. Le leader d'opposition, qui revendique sa victoire à la présidentielle du 12 octobre face au président Paul Biya, a été transféré à Banjul pour des raisons de sécurité, alors que le Cameroun est secoué par une vague de répression meurtrière.

Une exfiltration discrète d'un opposant sous pression

Selon les autorités gambiennes, Issa Tchiroma Bakary est arrivé dans le pays le 7 novembre. Ancien ministre devenu l'un des critiques les plus virulents du régime, il conteste ouvertement la réélection officielle de Paul Biya, crédité de 53,66 % des voix.

Banjul affirme avoir agi pour des « raisons humanitaires », invoquant un impératif de protection alors que les risques pesant sur l'opposant s'intensifiaient.

Sa mise sous protection intervient quelques jours après une déclaration tonitruante publiée à la veille de l'investiture de Paul Biya :

« Il y a deux présidents désormais : celui élu par le peuple camerounais, que je suis, et celui nommé par le Conseil constitutionnel. »

Des propos qui ont immédiatement braqué le pouvoir et exacerbé les tensions politiques.

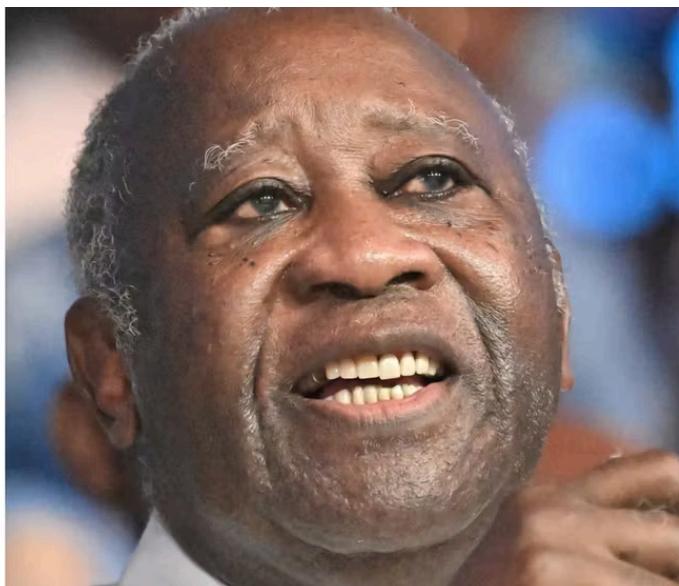


Une répression violente qui alarme les observateurs

Depuis la proclamation des résultats le 27 octobre, plusieurs villes camerounaises ont été secouées par des manifestations sporadiques, violemment dispersées par les forces de sécurité. Le gouvernement a reconnu des « pertes en vies humaines » sans fournir de chiffres, nourrissant l'inquiétude sur l'ampleur de la répression.

Human Rights Watch a dénoncé un recours « injustifié à la force létale » et des « arrestations massives » visant aussi bien des manifestants que des passants. L'ONG décrit un climat étouffant où la moindre contestation est réprimée, faisant craindre une escalade des violences politiques.

Côte d'Ivoire : Blé Goudé dévoile enfin les vérités cachées de sa rupture avec Gbagbo et fait des révélations explosives sur Nady Bamba



Charles Blé Goudé a accordé, dans la soirée du 24 novembre, une longue interview à une chaîne de télévision privée ivoirienne. Un entretien dense, presque confessionnel, dans lequel le fondateur du COJEP revient sur les zones d'ombre de sa relation avec Laurent Gbagbo...

La Gambie sur une ligne diplomatique fragile

En accueillant Issa Tchiroma Bakary, les autorités gambiennes affirment ne poursuivre aucun agenda politique et soulignent que leur territoire ne servira pas de plateforme pour des activités hostiles à un autre État.

Cette précision vise à préserver un équilibre diplomatique délicat, alors que les tensions entre le régime camerounais et ses opposants atteignent un niveau critique.



mais surtout avec Nady Bamba, l'épouse de l'ancien chef de l'État. Son récit a provoqué un véritable séisme sur la scène politique ivoirienne.

Une loyauté affichée envers Gbagbo malgré une relation fragilisée

Depuis leur libération par la CPI, les rapports entre Gbagbo et son ancien ministre de la Jeunesse demeurent distants. Blé Goudé affirme néanmoins n'avoir jamais voulu rompre le lien. Il présente même ses excuses à celui qu'il continue d'appeler son « mentor », si certains de ses propos ont pu être mal interprétés, et réaffirme sa volonté de rester utile à l'ancien président. Reste à savoir si cette déclaration de loyauté suffira à dissiper les soupçons qui le suivent depuis sa détention.



La crise du FPI, source durable de méfiance

Une partie des tensions entre les deux hommes remonte à la période de crise interne au FPI, alors qu'ils étaient encore incarcérés. Blé Goudé reconnaît avoir demandé à son épouse de ne pas transmettre à Pascal Affi N'Guessan un message de Laurent Gbagbo concernant un document relatif à la direction du parti. Ce choix avait suscité la colère de militants proches de Gbagbo, qui l'avaient accusé de trahison.

Le refus d'intégrer le PPA-CI, un tournant décisif

La transformation du COJEP en parti politique a ensuite accentué les divergences. Alors que plusieurs organisations proches de Gbagbo ont fusionné dans le nouveau PPA-CI, Blé Goudé a refusé d'y dissoudre son mouvement. Une décision interprétée par certains comme une volonté de s'éloigner de son ancien mentor, voire de lui faire concurrence.

Un épisode en prison mettant en cause Nady Bamba

Blé Goudé livre également un récit délicat lié à l'ancien siège du FPI, aujourd'hui occupé par le PPA-CI. Selon lui, cette propriété appartenait en réalité à Nady Bamba. Durant le conflit interne opposant Gbagbo à Affi N'Guessan, elle aurait demandé à ce dernier de quitter les lieux. Gbagbo, embarrassé, aurait alors sollicité Blé Goudé pour apaiser la situation.

Toujours selon son témoignage, Nady Bamba lui aurait proposé une commission en cas de vente de la maison. Il affirme avoir décliné, estimant que l'ancien président, alors en détention, devait être préservé de ces querelles. À partir de cet épisode, les relations se seraient nettement dégradées, jusqu'à ce qu'il reçoive, par un intermédiaire, un message particulièrement hostile attribué à Nady Bamba.

Un parti sous influence ? Les accusations de Blé Goudé

L'entretien multiplie les révélations. Blé Goudé décrit un PPA-CI dominé par un cercle restreint proche de Nady Bamba. Selon lui, plusieurs cadres historiques du FPI restent incarcérés, tandis que les membres influents autour de l'épouse de Gbagbo auraient consolidé leur pouvoir, certains étant même candidats aux législatives. Il affirme également que Laurent Gbagbo songeait à se retirer après les élections, mais que son entourage aurait infléchi ce discours.

Une rupture du dialogue malgré ses démarches

Blé Goudé assure multiplier les tentatives pour rencontrer Gbagbo, sans succès. Il accuse aussi des cyberactivistes proches de l'entourage de l'ancien président de mener une campagne de dénigrement contre lui. Il dit être prêt à défendre ses propos devant la justice si Nady Bamba venait à les contester.

Retour sur un épisode de 2009

L'interview évoque également sa prise de position en faveur du désarmement des rebelles en 2009. Cette déclaration, explique-t-il, lui aurait valu une convocation au domicile de Nady Bamba, en présence de Gbagbo et de Guillaume Soro. Elle lui aurait demandé de s'expliquer, voire de présenter des excuses à Soro.

Retour sur un épisode de 2009

L'interview évoque également sa prise de position en faveur du désarmement des rebelles en 2009. Cette déclaration, explique-t-il, lui aurait valu une convocation au domicile de Nady Bamba, en présence de Gbagbo et de Guillaume Soro. Elle lui aurait demandé de s'expliquer, voire de présenter des excuses à Soro.

Retour sur un épisode de 2009

Cette intervention médiatique met en lumière une relation profondément fragilisée entre Blé Goudé et son ancien mentor. Malgré sa volonté affichée de réconciliation, son récit dessine un climat de suspicion généralisée, où l'influence de Nady Bamba apparaît centrale dans l'éloignement progressif entre les deux hommes.



Gabon : face à Emmanuel Macron, Brice Oligui Nguema réclame le rapatriement des fonds détournés sous le régime Bongo



En visite officielle à Libreville dimanche 23 novembre, Emmanuel Macron a multiplié les gestes de rapprochement avec les nouvelles autorités gabonaises. Le président français a salué le « renouveau » né du coup d'État du 30 août 2023, aujourd'hui consolidé par l'élection du général Brice Oligui Nguema, et a assuré que la France accompagnerait la transformation politique et économique du pays, mais « à sa juste place ».

Un rapprochement assumé après la rupture avec le Sahel

Accueilli avec les honneurs – 21 coups de canon, haie d'honneur militaire et une foule dense – Emmanuel Macron a souhaité envoyer un message clair : malgré les tensions diplomatiques et les retraits forcés du Mali, du Burkina Faso et du Niger, le Gabon demeure un partenaire stratégique pour Paris en Afrique centrale.

En saluant un « tournant historique » mettant fin à 55 ans de régime Bongo, il a évoqué l'ouverture d'une « nouvelle ère » marquée par davantage de pluralisme et une relation bilatérale rééquilibrée. La France entend désormais privilégier des « partenariats gagnant-gagnant », rompant avec les logiques perçues comme héritées de la Françafrique.

Le Gabon veut diversifier son économie et met la pression sur les entreprises françaises

Face à lui, le général Brice Oligui Nguema – élu en avril après 19 mois de transition – a réaffirmé sa volonté de transformer en profondeur l'économie gabonaise. Il a insisté sur la nécessité de monter en gamme : plus question pour le pays de rester simple exportateur de matières premières, notamment de manganèse, secteur où il figure parmi les leaders mondiaux.

Dans ce contexte, il a interpellé directement Paris et certaines entreprises françaises, en visant notamment Eramet, jugée trop lente à investir dans la transformation locale des minerais.

Coopération judiciaire, environnementale et sécuritaire : une relation redéfinie

Le président gabonais a également sollicité un renforcement de la coopération judiciaire afin de récupérer les « avoirs détournés » durant les décennies du régime Bongo. Une démarche qui s'inscrit dans sa volonté déclarée de rompre avec l'opacité et les pratiques du passé.

Sur le plan sécuritaire, le dispositif militaire français au Gabon — autrefois conséquent — a été largement réduit. Il ne compte plus qu'une centaine de soldats, spécialisés dans la formation et la protection environnementale. Une nouvelle Académie, basée au Camp de Gaulle, doit notamment professionnaliser la lutte contre le braconnage, l'orpaillage illégal et l'exploitation clandestine des ressources naturelles.

Un enjeu économique majeur : la rénovation du Transgabonais

Les entreprises françaises, déjà très présentes dans les secteurs stratégiques, cherchent à consolider leur position dans cette phase de restructuration. L'Agence française de développement (AFD) a confirmé un financement majeur : un prêt de 173 millions d'euros et une subvention de 30 millions destinés à la modernisation du Transgabonais.

Ce projet, crucial pour l'acheminement du manganèse vers la côte, prévoit la rénovation de 270 kilomètres de voie ferrée d'ici 2027. Un chantier complexe, mais essentiel pour renforcer l'intégration économique du territoire et améliorer la compétitivité du pays

Mali : face à la menace jihadiste, Paris annonce la réduction de son personnel diplomatique et consulaire



Le ministère français des Affaires étrangères a annoncé, le 21 novembre 2025, une réorganisation de sa présence au Mali. Officiellement, il s'agit « d'adapter le dispositif diplomatique et consulaire » — une formule qui, dans le contexte actuel, laisse peu de doutes : Paris s'apprête à réduire le nombre de membres de son personnel sur place.

Une décision attendue dans un contexte de menace accrue

Cette annonce intervient deux semaines après que la France a recommandé à ses ressortissants de quitter le pays. En cause : l'intensification de la menace jihadiste et l'embargo sur le carburant imposé depuis début septembre par le JNIM, groupe affilié à al-Qaïda

Paris ne prévoit toutefois ni de fermer son ambassade, ni de suspendre l'activité de son consulat, ni de mettre fin au fonctionnement des écoles françaises de Bamako. Mais aucun chiffre n'a été communiqué quant au nombre d'agents concernés ni au calendrier de mise en œuvre. Le Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire supplémentaire, bien que la mesure doive entrer en vigueur rapidement.

Des établissements scolaires également concernés

Outre les représentations diplomatiques, sept établissements maliens appliquant le programme français sont basés à Bamako. Leur personnel est majoritairement composé de Maliens, mais des expatriés y travaillent également. Ils pourraient aussi être touchés par la réorganisation annoncée.

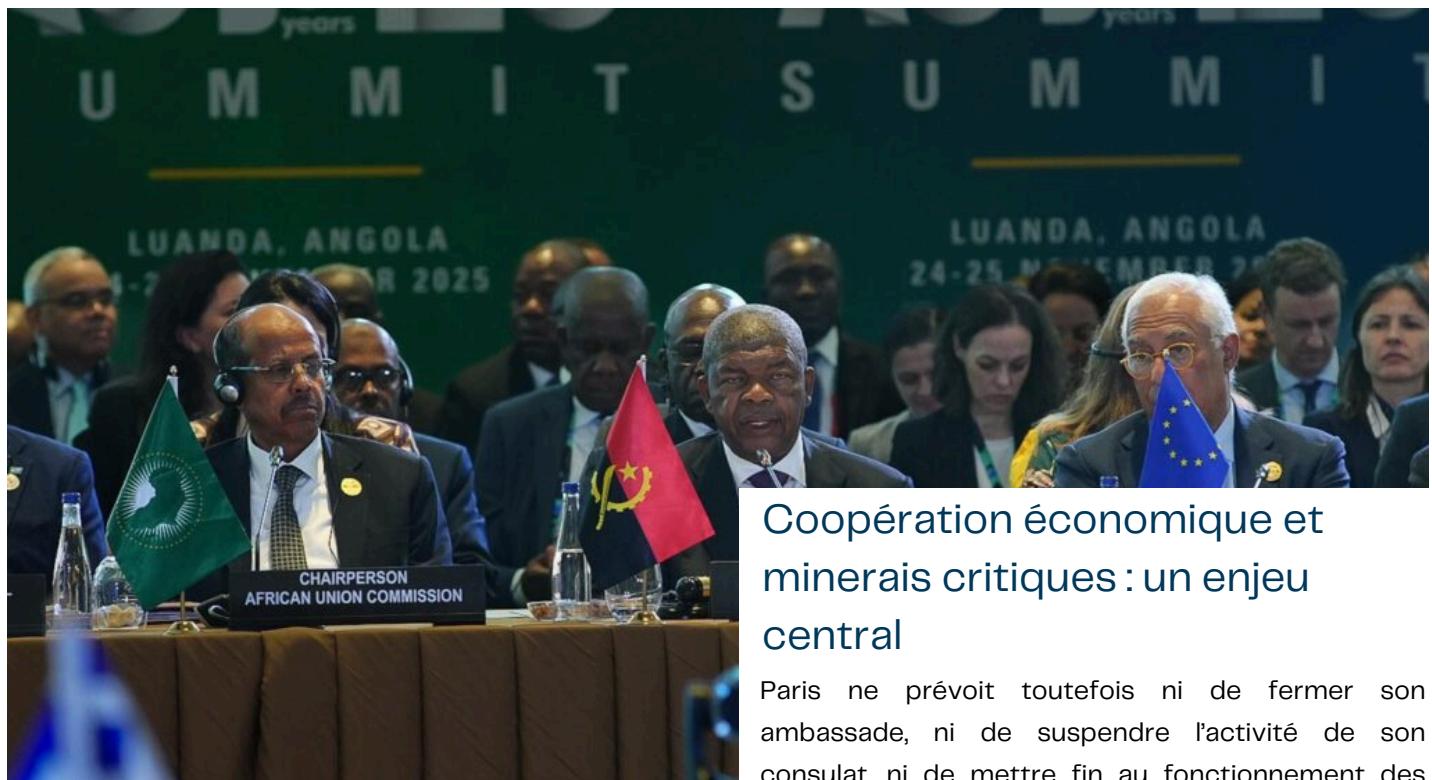
Un mouvement global parmi les partenaires occidentaux

La France n'est pas la seule à revoir sa présence au Mali. Fin octobre, les États-Unis et le Royaume-Uni avaient déjà annoncé le départ de leurs personnels « non essentiels ». Washington a toutefois indiqué, le 13 novembre, que ses effectifs étaient revenus à la normale.

4 200 Français toujours présents au Mali

On estime à environ 4 200 le nombre de ressortissants français résidant actuellement au Mali, pour la plupart binational. Paris continue de leur recommander de quitter le pays « dès que possible », sur une base temporaire, tant que la situation sécuritaire demeure instable.

Sommet UE-UA : à Luanda, l'Europe et l'Afrique réaffirment un partenariat stratégique dans un monde en recomposition



Réunis mardi 25 novembre à Luanda, en Angola, les dirigeants européens et africains ont réitéré leur volonté de consolider un partenariat présenté comme « unique et stratégique ». Dans un contexte de rivalités géopolitiques croissantes, les deux continents cherchent à renforcer leur coopération économique, sécuriser l'accès aux minéraux critiques et définir une approche commune face aux enjeux migratoires. Mais malgré l'affichage d'une ambition partagée, plusieurs observateurs jugent les engagements encore trop modestes.

Coopération économique et minéraux critiques : un enjeu central

Paris ne prévoit toutefois ni de fermer son ambassade, ni de suspendre l'activité de son consulat, ni de mettre fin au fonctionnement des écoles françaises de Bamako. Mais aucun chiffre n'a été communiqué quant au nombre d'agents concernés ni au calendrier de mise en œuvre. Le Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire supplémentaire, bien que la mesure doive entrer en vigueur rapidement.

Dans un monde marqué par la compétition stratégique entre États-Unis, Chine et Russie, l'Afrique apparaît comme un acteur de plus en plus central pour les Européens, désireux de réduire leurs dépendances et d'asseoir leur autonomie économique.

Migration : entre fermeté et ouverture contrôlée

Autre dossier majeur : les migrations. Les deux blocs ont insisté sur la nécessité de « prévenir l'immigration illégale », tout en envisageant l'élargissement de voies légales de mobilité destinées aux étudiants, chercheurs et travailleurs qualifiés. Cette approche, qui tente de concilier les préoccupations des pays européens et les aspirations de mobilité des jeunes Africains, suscite toutefois de fortes attentes en matière de mise en œuvre.

Une relation stratégique fragilisée par les incertitudes internationales

Bien que l'UE demeure le premier partenaire commercial du continent, les tensions économiques alimentées par la politique américaine – notamment en matière de droits de douane – poussent Bruxelles et l'UA à resserrer leurs liens. Les deux organisations présentent désormais leur relation comme un « pilier de stabilité » dans un environnement géopolitique incertain.

Des critiques sur un sommet jugé trop superficiel

Malgré des déclarations répétées, plusieurs diplomates africains et analystes expriment leur scepticisme. À leurs yeux, les engagements européens manquent de substance et tardent à se traduire par des investissements capables de créer des emplois et d'offrir des perspectives tangibles à la jeunesse africaine.

Alex Vines, expert du Conseil européen des relations internationales, souligne notamment que le continent attend des résultats concrets plutôt que des déclarations politiques souvent répétitives.

Conflits régionaux et fragmentation mondiale en toile de fond

En marge des discussions économiques, la situation internationale a largement occupé les dirigeants européens, qui ont consacré une part importante de leur temps au plan américain visant à mettre fin à la guerre en Ukraine. Une focalisation qui, selon certains observateurs, a renforcé l'impression que les priorités africaines n'étaient pas au centre des préoccupations européennes.

Les participants ont également appelé à une cessation immédiate des hostilités au Soudan, dénonçant les « atrocités » commises par les Forces de soutien rapide (FSR) à El-Fasher. Ils ont plaidé pour un multilatéralisme plus efficace, estimant que la fragmentation du paysage international menace directement la stabilité des deux continents.

Prochain rendez-vous à Bruxelles

À l'issue du sommet, l'UE et l'UA ont confirmé que leur prochaine rencontre de haut niveau se tiendra à Bruxelles, à une date encore à préciser. D'ici là, beaucoup attendent que l'Europe transforme ses engagements en projets concrets, notamment en matière d'investissement, d'emploi et de développement durable.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

ECONOMIE

HAMANIÈ
N°077



01 CÔTE D'IVOIRE

Face à la pression internationale, les autorités généralisent la norme ARS 1000 pour garantir un cacao 100 % durable et traçable

03 GHANA-ÉTATS-UNIS

Washington lève les droits de douane de 15 % sur les exportations agricoles ghanéennes

02 MALI

Les autorités et Barrick Gold mettent fin à plusieurs mois de conflit autour du gisement d'or de Loulo-Gounkoto

04 NIGER

Le gouvernement instaure de nouvelles taxes sur les produits importés pour financer l'effort de guerre

Côte d'Ivoire : face à la pression internationale, les autorités généralisent la norme ARS 1000 pour garantir un cacao 100 % durable et traçable



La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape dans la transformation durable de sa filière cacao. Le Conseil du café-cacao (CCC) a lancé, mardi 25 novembre à Gagnoa, la campagne nationale de sensibilisation dédiée à la norme ARS 1000. Désormais obligatoire sur tout le territoire, cette certification vise à garantir un cacao traçable, respectueux de l'environnement et conforme aux exigences internationales en matière de durabilité.

Une norme au cœur des attentes du marché mondial

Présentée comme la future référence de la filière, la norme ARS 1000 impose des critères stricts : lutte contre la déforestation, interdiction du travail des enfants, traçabilité complète, amélioration des conditions de vie des producteurs.

« La norme ARS est la norme de l'avenir », affirme Fléan Assandé Josiane, directrice adjointe chargée de la norme au CCC. Selon elle, les grands acheteurs internationaux exigent désormais un cacao responsable, capable de répondre aux défis du changement climatique tout en garantissant de meilleurs revenus aux agriculteurs.

Fruit d'un travail entamé en 2021 avec le Ghana, cette norme harmonisée vise également à renforcer la position du cacao uest-africain face au durcissement des réglementations européennes et aux attentes croissantes des consommateurs.

Gagnoa, point de départ du déploiement national

Après une phase pilote menée en 2024, la mise en œuvre de l'ARS 1000 entre dans sa phase de généralisation. Le CCC prévoit la sélection de 600 coopératives chargées d'accompagner cette étape cruciale. Leur rôle sera de s'approprier la norme, former les producteurs et diffuser les bonnes pratiques tout au long de la chaîne de production.

Pour Mme Assandé, la sensibilisation constitue « une étape clé » afin de garantir l'adhésion de tous les acteurs, des planteurs aux exportateurs.

Un outil stratégique pour renforcer la compétitivité du cacao ivoirien

Leader mondial de la production de cacao, la Côte d'Ivoire doit faire face à une pression internationale croissante sur la durabilité environnementale et sociale de sa filière. Le CCC considère l'ARS 1000 comme un levier essentiel pour maintenir, voire renforcer, la compétitivité du cacao ivoirien.

Selon l'institution, cette certification permettra aux coopératives d'améliorer leur organisation interne, leur performance globale et de faciliter l'accès des producteurs aux marchés internationaux.

« Tout producteur inscrit dans cette norme pourra écouler aisément son cacao », assure Mme Assandé, rappelant que la conformité aux standards globaux devient désormais incontournable pour commercialiser la production.

Une filière engagée dans une transformation profonde

Avec la généralisation de l'ARS 1000, la Côte d'Ivoire confirme sa volonté de moderniser et de responsabiliser sa filière cacao, pilier de son économie. Ce déploiement progressif pourrait ouvrir une nouvelle phase, où qualité, traçabilité et respect des normes environnementales s'imposeront comme des impératifs pour l'ensemble des acteurs.



Mali : les autorités et Barrick Gold mettent fin à plusieurs mois de conflit autour du gisement d'or de Loulo-Gounkoto



Les autorités de transition maliennes et le groupe aurifère canadien Barrick Gold ont annoncé, le 24 novembre 2025, la conclusion d'un accord mettant un terme à plusieurs mois de tensions autour du complexe minier de Loulo-Gounkoto, l'un des plus importants gisements d'or au monde. Cet accord met fin à un bras de fer engagé depuis près de deux ans.

Selon les termes convenus, l'ensemble des poursuites judiciaires engagées contre Barrick Gold et ses employés est levé. La libération des quatre responsables maliens de la société, détenus à Bamako depuis septembre 2024, est en cours.

L'État malien s'engage également à restituer à Barrick Gold le contrôle opérationnel de la mine de Loulo-Gounkoto. Le site avait été placé sous administration provisoire en juin, après une escalade sans précédent des tensions entre la junte et l'entreprise.

En contrepartie, Barrick Gold retire sa procédure d'arbitrage déposée devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), institution rattachée au groupe de la Banque mondiale. Les détails complets de l'accord n'ont pas été rendus publics, notamment concernant une éventuelle contribution financière supplémentaire de la société, au-delà des 85 millions de dollars déjà versés à l'État malien.

Pour les deux parties, la nécessité d'un compromis était devenue pressante. Barrick Gold subissait un manque à gagner important, tandis que le Mali fait face, depuis trois mois, à un blocus imposé par les groupes jihadistes affiliés au JNIM. Ce contexte fragilise l'économie nationale et perturbe la production aurifère, alors même que l'or représente environ un quart des recettes budgétaires du pays.

Ghana–États-Unis : Washington lève les droits de douane de 15 % sur les exportations agricoles ghanéennes

Les États-Unis ont décidé de supprimer les droits de douane de 15 % imposés depuis avril sur plusieurs produits agricoles en provenance du Ghana, dont le cacao, pilier majeur de l'économie nationale. Cette mesure, effective depuis le 13 novembre, devrait générer environ 60 millions de dollars de recettes supplémentaires par an pour le gouvernement ghanéen.

Deuxième producteur mondial de cacao derrière la Côte d'Ivoire, le Ghana dépend fortement de ses exportations agricoles pour soutenir sa monnaie, financer ses dépenses publiques et stabiliser son économie. « L'administration américaine a officiellement informé le gouvernement ghanéen que les droits de douane de 15 %, instaurés sous la présidence Trump sur le cacao et divers produits agricoles éligibles, ont été levés », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Sam Okudzeto Ablakwa, sur X, lundi 25 novembre.

Selon lui, cette suppression offre une bouffée d'oxygène bienvenue, permettant au pays « d'enranger environ 60 millions de dollars supplémentaires chaque année ». Le Ghana exporte en moyenne 78 000 tonnes de fèves de cacao par an vers les États-Unis, premier consommateur mondial de chocolat et dérivés.

Une mesure qui concerne plusieurs produits agricoles

Outre le cacao, la levée des droits de douane touche une large gamme de produits agricoles ghanéens : noix de cajou, avocats, bananes, mangues, oranges, citrons verts, bananes plantains, ananas, goyaves, noix de coco, gingembre et poivrons. Cette diversification devrait renforcer la compétitivité des exportateurs ghanéens sur le marché américain.

Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un accord récemment conclu entre Accra et Washington. Depuis septembre, le Ghana accepte le retour de ressortissants expulsés des États-Unis, principalement originaires d'Afrique de l'Ouest. Peu après la mise en œuvre de cet accord, Washington avait retiré le Ghana de la liste des pays africains soumis, depuis juin, à des restrictions dans la délivrance de visas.



Pour Daniel Amateye Anim-Prempeh, économiste à Accra et membre de l'Initiative politique pour le développement économique (PIED), il s'agit d'une « situation gagnant-gagnant pour les deux pays ». Selon lui, « le secteur du cacao, pierre angulaire de l'agriculture ghanéenne, sera le premier bénéficiaire de cet accès amélioré au marché américain ».

Un soutien bienvenu pour une économie en reprise

L'arrivée de nouvelles recettes devrait contribuer à stabiliser une économie encore marquée par la crise de 2022, qui avait conduit le Ghana au défaut de paiement et à une inflation dépassant 50 %. Grâce à une reprise du PIB, à la réduction progressive de la dette publique et au soutien du FMI, la confiance des investisseurs s'est renforcée. Les agences de notation Fitch, Moody's et S&P ont d'ailleurs relevé leurs perspectives sur le pays.

La suppression des droits de douane apparaît ainsi comme une mesure capable de consolider la reprise économique du Ghana, tout en renforçant les relations commerciales entre Accra et Washington.

Niger : le gouvernement instaure de nouvelles taxes sur les produits importés pour financer l'effort de guerre

Le gouvernement militaire nigérien a annoncé une nouvelle série de taxes visant plusieurs produits importés ainsi qu'une ponction sur les salaires, afin de renforcer le financement de la lutte contre les groupes jihadistes actifs dans le pays depuis plus d'une décennie. Ces mesures, rendues publiques le 21 novembre, s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à soutenir l'armée et à consolider les ressources de l'État face à une insécurité persistante.

Un pays toujours confronté à la menace jihadiste

Depuis des années, le Niger fait face aux attaques de groupes armés liés à Al-Qaida et à l'État islamique, particulièrement dans la région ouest. À l'est et au sud-est, Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) continuent de mener des actions meurtrières. Malgré le changement de régime en juillet 2023, qui a porté au pouvoir le général Abdourahamane Tiani, les violences demeurent difficiles à contenir.



Un Fonds de solidarité mobilisé, mais insuffisant

Pour répondre aux défis sécuritaires et économiques, la junte avait instauré il y a deux ans le Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie. Alimenté par des contributions volontaires et divers prélèvements sectoriels, il sert à soutenir l'équipement de l'armée et à financer certains projets stratégiques, notamment agricoles. À ce jour, ce fonds a mobilisé plus de **32 milliards de francs CFA** (environ 48 millions d'euros).

Cependant, face à l'ampleur des besoins, les autorités ont jugé nécessaire de renforcer le dispositif. Fin octobre, elles avaient déjà annoncé l'introduction de prélèvements sur des biens de luxe importés. Les nouvelles mesures dévoilées le 20 novembre élargissent désormais le champ de ces contributions obligatoires.

De nouvelles taxes sur cigarettes, boissons, véhicules et électroménager

La liste publiée par le ministère de l'Économie détaille les produits importés désormais soumis à ces taxes :

- 7 % sur les cigarettes ;
- 12 % sur la bière et les autres boissons alcoolisées ou non ;
- 5 % sur les meubles importés et les eaux minérales gazeuses ;
- 10 % sur les réfrigérateurs ;
- 3 % à 5 % sur les véhicules à moteur.

En parallèle, un prélèvement de 1 % sera appliqué sur les salaires de tous les travailleurs, du public comme du privé. Les grandes entreprises, les ONG et les associations nationales sont également appelées à participer à cet effort financier

Un objectif : mobiliser 50 milliards de francs CFA par an

Selon Brah Réki Moussa, présidente du Fonds de solidarité, ces nouvelles taxes devraient permettre de générer en moyenne **50 milliards de francs CFA** par an (environ 76 millions d'euros). Une manne jugée indispensable pour financer les opérations militaires en cours et soutenir des projets stratégiques pour le régime.

Alors que le Niger reste confronté à une insécurité persistante et à une situation socio-économique fragile, ces mesures témoignent de la volonté de la junte de consolider ses moyens de défense. Reste à déterminer comment ces nouvelles taxes seront accueillies par une population et un secteur privé déjà éprouvés par la dégradation des conditions de vie depuis le putsch de 2023.



Un cabinet de conseil engagé
dans la transformation durable



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



GRAND FORMAT

Guinée-Bissau

PLONGÉE AU CŒUR D'UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE

La Guinée-Bissau a basculé une nouvelle fois dans l'incertitude, confirmant sa réputation de pays où le pouvoir ne tient jamais longtemps. Le 26 novembre, les forces armées ont arrêté le président sortant Umaro Sissoco Embaló, suspendu le processus électoral et installé à la tête de l'État un Haut commandement militaire dirigé par le général Horta N'Tam, jusque-là chef d'état-major de l'armée de terre. En quelques heures, ce pays de 2 millions d'habitants a vu l'ordre constitutionnel vaciller et la scène politique basculer dans une zone grise où l'armée est redevenue l'acteur central.

Le nouveau "président de la transition", investi dans la foulée pour une durée d'un an, incarne le retour assumé des militaires au sommet de l'État. Officiellement, Horta N'Tam promet de « restaurer la sécurité nationale et l'ordre public ». Dans les faits, son ascension révèle des lignes de fracture profondes au sein même de l'appareil militaire : rivalités entre généraux, coalitions mouvantes, loyautés personnelles et luttes d'influence liées à la politique mais aussi aux réseaux économiques et criminels.

Ce bouleversement survient à un moment particulièrement sensible, alors que les résultats de la présidentielle et des législatives du 23 novembre n'avaient pas encore été proclamés. Les deux principaux candidats – Embaló et Fernando Dias da Costa – s'étaient déjà déclarés vainqueurs, plongeant le pays dans une atmosphère de défiance, de suspicion et de tensions préélectorales explosives. L'intervention des militaires est venue refermer la brèche institutionnelle à sa manière : par la force.

Pour de nombreux observateurs, la Guinée-Bissau semble revivre ses vieux démons. Depuis son indépendance en 1974, elle a connu quatre coups d'État réussis, d'innombrables tentatives avortées et autant de crises politiques provoquées par l'absence d'institutions solides. L'armée, longtemps considérée comme arbitre de la vie politique, n'a jamais vraiment quitté le devant de la scène. Et dans un pays fragilisé par la pauvreté, les luttes de clans et l'emprise des réseaux de narcotrafic, chaque transition devient un moment de bascule.

L'arrestation d'Embaló et la prise de pouvoir du général Horta N'Tam s'inscrivent ainsi dans une continuité inquiétante. L'histoire semble se répéter, avec les mêmes ingrédients : une compétition politique tendue, un appareil sécuritaire divisé, des institutions incapables de garantir un processus électoral fiable, et une armée prête à s'imposer dès que le vide du pouvoir apparaît. La Guinée-Bissau entre donc dans une nouvelle phase de turbulence, où l'équilibre précaire entre forces civiles et militaires est de nouveau mis à l'épreuve.



Une élection sous tension : Embaló vs Dias da Costa

Une campagne polarisée

La campagne précédant le scrutin du 23 novembre s'est déroulée dans une atmosphère hautement polarisée, marquée par un duel tendu entre le président sortant Umaro Sissoco Embaló et son principal adversaire Fernando Dias da Costa. Les deux hommes, sûrs de leur victoire, se sont autoproclamés vainqueurs avant même la publication des résultats, transformant la compétition électorale en un affrontement psychologique doublé d'une bataille de communication. Cette dynamique s'inscrit dans une longue tradition politique bissau-guinéenne où les candidats cherchent à imposer leur version de la réalité avant les institutions elles-mêmes, affaiblissant d'emblée la crédibilité du processus.

La campagne a été d'autant plus conflictuelle que le PAIGC, parti historique fondé par Amílcar Cabral et longtemps considéré comme l'ossature politique du pays, avait été exclu du scrutin pour dépôt tardif de sa candidature. Cette exclusion, confirmée par la Cour suprême, a été largement perçue comme arbitraire et politiquement motivée, privant la compétition d'un de ses principaux acteurs et exacerbant le sentiment de partialité institutionnelle. Les partisans du PAIGC ont dénoncé un jeu électoral faussé dès le départ, ce qui a contribué à fragiliser davantage le climat politique et à renforcer la polarisation autour des deux candidats restants.

Un processus électoral fragilisé

Le déroulement du scrutin a été officiellement décrit comme globalement serein par les observateurs, mais la réalité en coulisses était tout autre. Dans les jours précédant l'élection, la Commission nationale des élections a été visée par des intimidations et des pressions répétées. Des hommes armés ont brièvement encerclé ses locaux, créant un climat de peur et d'incertitude parmi les responsables chargés de superviser le vote. Cette atmosphère de tension a alimenté des rumeurs persistantes de fraudes, de manipulations des procès-verbaux et d'ingérences politiques dirigées contre certains bureaux de vote.



La confiance dans l'intégrité du processus électoral était déjà fragile avant le scrutin, et ces événements ont renforcé l'idée que les institutions n'étaient pas en mesure de garantir une compétition équitable. Les proclamations anticipées de victoire par Embaló et Dias da Costa ont accentué les soupçons de part et d'autre, chaque camp accusant l'autre de chercher à imposer sa version des faits. Cette méfiance généralisée a créé une situation explosive où la moindre déclaration publique pouvait déclencher des tensions et où la publication des résultats s'annonçait comme un moment à haut risque pour le pays.

La fracture politique : PAIGC, Madem-G15 et indépendants

La crise électorale s'inscrit dans une fracture politique plus profonde entre les principales forces du pays. Le PAIGC, affaibli par son exclusion, reste néanmoins un acteur déterminant, notamment à travers ses alliances informelles et l'influence de figures historiques comme Domingos Simões Pereira. Ce dernier, bien que non candidat, a soutenu Fernando Dias da Costa, contribuant à crédibiliser sa campagne et à mobiliser une partie de l'électorat traditionnel du parti. Sa stature politique en fait un pivot incontournable des dynamiques de coulisses, capables d'influer sur les négociations et les rapports de force post-électoraux.

Face à ce bloc, le Madem-G15, formation proche d'Umaro Sissoco Embaló, cherche à consolider son emprise sur les institutions et à proposer une alternative aux structures politiques traditionnelles. Ses réseaux, construits autour d'une nouvelle élite économique et administrative, incarnent une volonté de rupture avec l'hégémonie du PAIGC, mais ils divisent profondément l'électorat. Les indépendants, quant à eux, jouent un rôle modeste mais non négligeable dans un système politique habitué aux alliances temporaires et aux recompositions soudaines. Le paysage politique bissau-guinéen, fragmenté et instable, crée ainsi des conditions propices aux crises post-électorales, car aucune force ne parvient réellement à s'imposer durablement sans recourir à des compromis ou à la force.

Dans ce contexte, les rivalités entre Embaló et Dias da Costa dépassent largement la simple compétition électorale. Elles reflètent des antagonismes historiques entre différentes visions du pouvoir, différentes générations politiques et différents réseaux d'influence, le tout dans un pays où les institutions n'ont jamais réussi à incarner une autorité neutre et incontestée.

Le coup d'État du 26 novembre : déroulé, acteurs et motivations

La nuit du putsch : une opération éclair qui renverse le pouvoir

Le 26 novembre commence dans une atmosphère tendue à Bissau. Les résultats de la présidentielle et des législatives devaient être annoncés le lendemain, mais dès l'aube, des tirs nourris retentissent autour du palais présidentiel.



Des unités armées prennent position sur les principaux axes menant au siège du pouvoir, et la capitale se paralyse en quelques minutes. Au fil de la journée, des scènes chaotiques se multiplient : des ministères sont encerclés, des forces spéciales verrouillent les accès à l'état-major et les habitants se confinent face à l'incertitude. En fin d'après-midi, un responsable militaire confirme ce qui semblait déjà évident : le président Umaro Sissoco Embaló a été arrêté avec le chef d'état-major général des armées et le ministre de l'Intérieur. Ils sont transférés dans un bâtiment sécurisé derrière le quartier général de l'armée. Dans la soirée, un communiqué officiel tombe, annonçant la suspension du processus électoral. En quelques heures, l'ordre constitutionnel est neutralisé et l'armée prend le contrôle total des institutions.

Putschistes et justifications : le récit officiel d'un « plan de déstabilisation »

Dans la nuit, le général Dinis N'Tchama apparaît à la télévision publique comme porte-parole des putschistes. Il affirme que l'armée a agi pour préserver la sécurité nationale en mettant au jour un présumé plan de déstabilisation impliquant des responsables politiques et des réseaux liés au trafic de drogue. Ce récit, qui s'appuie sur l'un des sujets les plus sensibles de la vie publique bissau-guinéenne, place le putsch dans le registre de la prévention et de la sauvegarde de l'État.

Pourtant, derrière cette justification officielle se dessine une dynamique plus complexe. Le pays se trouvait au bord d'un affrontement politique, les deux principaux candidats — Embaló et Fernando Dias da Costa — s'étant tous deux autoproclamés vainqueurs. La tension électorale s'ajoutait à des rivalités internes à l'armée où différentes factions se disputaient l'influence. L'intervention militaire apparaît ainsi autant comme une réponse à une crise institutionnelle que comme un règlement de comptes au sein de l'appareil sécuritaire.

L'émergence de Horta N'Tam : du rôle discret au leadership assumé

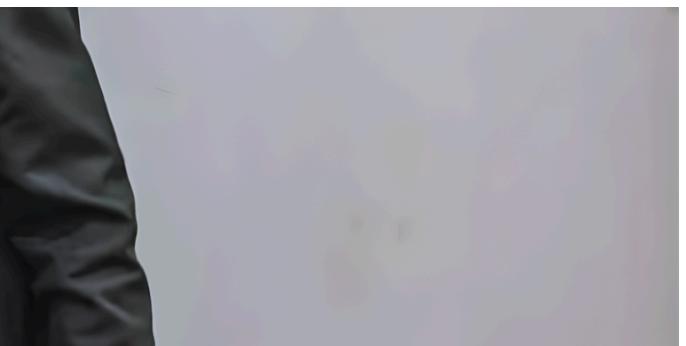
Alors que Dinis N'Tchama semblait être le visage du putsch, c'est finalement le général Horta N'Tam, chef d'état-major de l'armée de terre, qui prête serment dès le lendemain comme Président de la transition. Sa montée en première ligne ne doit rien au hasard. Considéré comme un officier discipliné, respecté et loyal envers l'institution militaire plus qu'envers les clans politiques, Horta N'Tam bénéficie d'une réputation de stabilité dans un contexte où l'armée est traversée par des rivalités profondes. Son unité, l'armée de terre, a joué un rôle déterminant dans la prise de contrôle de Bissau, tandis que plusieurs unités neutres ou hésitantes lui sont traditionnellement fidèles.

Dès les premières heures, il reçoit les chefs de corps et les diplomates, ce qui montre que l'opération avait été préparée autour de sa personne et que son influence au sein de l'armée dépassait largement celle de N'Tchama. L'apparition initiale de ce dernier comme porte-voix du putsch semble ainsi avoir servi de façade tactique, le temps pour Horta N'Tam de consolider son contrôle avant de se présenter comme le véritable artisan du renversement.

Portrait – Qui est le général Horta N'Tam ?

Le général Horta N'Tam, de son nom complet Horta Inta-A Na Man, est l'une des figures militaires les plus influentes de la Guinée-Bissau. Né dans une génération d'officiers formés dans un pays marqué par des décennies d'instabilité, il a gravi méthodiquement les échelons de l'armée jusqu'à devenir, le 1er septembre 2023, chef d'état-major de l'armée de terre. Son parcours se caractérise par une progression régulière, sans éclats publics, mais marquée par une solide réputation de discipline et d'efficacité opérationnelle. Il appartient à cette élite militaire qui, depuis l'indépendance, constitue l'un des piliers de l'État, souvent sollicitée pour stabiliser les institutions en crise.

C'est précisément cette combinaison de loyauté militaire, de discrétion stratégique et de crédibilité opérationnelle qui a permis sa montée fulgurante au lendemain du coup d'Etat de novembre 2025. Alors que le général Dinis N'Tchama apparaissait publiquement comme le visage du putsch, Horta N'Tam manœuvrait en arrière-plan, bénéficiant du soutien clé des unités de l'armée de terre et de plusieurs commandants influents.



Son investiture dès le 27 novembre comme Président de la transition a confirmé ce que de nombreux observateurs soupçonnaient : il n'était pas un second rôle, mais bien l'architecte silencieux de la prise de pouvoir. En quelques heures, celui qui n'apparaissait jamais au-devant de la scène s'impose comme l'homme fort du pays, soutenu par un appareil militaire resserré autour de sa personne.

Depuis son installation à la tête du Haut commandement militaire, Horta N'Tam affiche une vision centrée sur la restauration de la sécurité nationale et de l'ordre public. Il présente l'armée comme le dernier rempart face au chaos politique, reprenant un discours qui a souvent prévalu dans l'histoire du pays. Selon lui, la stabilité passe par la professionnalisation des forces armées, la lutte contre les réseaux criminels qui gangrènent l'État et la reconstruction d'un appareil institutionnel capable de répondre aux crises récurrentes. Cette ligne directrice, à la fois sécuritaire et nationaliste, est destinée à rassurer une population épuisée par des années d'instabilité, tout en légitimant la présence prolongée de l'armée au sommet de l'État.

Le général Horta N'Tam incarne ainsi un paradoxe saisissant : celui d'un militaire discret devenu, presque malgré lui, le centre de gravité du pouvoir. Présenté comme un technicien de la sécurité et non comme un politique, il se retrouve désormais à la tête d'un pays fracturé où chaque geste, chaque arbitrage et chaque promesse aura un impact décisif sur l'avenir. Sa capacité à tenir ses engagements et à organiser une transition crédible déterminera en grande partie si ce nouveau tournant marque un simple épisode de plus dans la longue série de crises guinéennes, ou le début d'un véritable changement dans la relation historique entre l'armée et le pouvoir civil.

Le nouveau régime militaire : feuille de route annoncée ou écran de fumée ?

Les engagements de Horta N'Tam

Dès son investiture à la tête du Haut commandement militaire, le général Horta N'Tam a tenté de rassurer une population inquiète et une communauté internationale sur le qui-vive. Il a annoncé une transition limitée à un an, présentée comme un cycle « strictement nécessaire » pour rétablir l'ordre, neutraliser les risques de déstabilisation et préparer un retour à la légalité constitutionnelle. Dans ses premières déclarations publiques, il insiste sur deux priorités : la restauration de la sécurité nationale et le retour à un climat politique apaisé. Selon lui, ces objectifs exigent une consolidation du rôle de l'armée, décrite comme l'ultime garante de l'intérêt général, dans un pays où les institutions civiles ont souvent failli. Cette rhétorique, familière dans le contexte bissau-guinéen, s'inscrit dans une stratégie visant à légitimer le pouvoir militaire tout en affichant une volonté de transition contrôlée.

Les premières mesures coercitives

Malgré ce discours rassurant, les premières décisions du nouveau pouvoir relèvent clairement d'une logique sécuritaire et centralisatrice. Dans les heures ayant suivi la prise de pouvoir, les militaires ont ordonné la fermeture totale des frontières terrestres, maritimes et aériennes, plongeant le pays dans un isolement inédit depuis plusieurs années. Un couvre-feu strict a été instauré, transformant Bissau en une capitale quasi silencieuse et renforçant l'impression de basculement en état d'exception. Plusieurs arrestations ont été signalées, notamment dans les rangs des proches du président Embaló ou des personnalités politiques soupçonnées de « participation à la déstabilisation ».



Parallèlement, une nouvelle structure a été créée : le Haut commandement militaire, qui concentre tous les pouvoirs exécutifs et suspend de facto l'ensemble des institutions civiles. Cette architecture vise à sécuriser le contrôle de l'armée sur toutes les composantes de l'État, tout en donnant une apparence de coordination et de cohérence à la transition.

Quels scénarios réalistes ?

La crédibilité de la transition annoncée dépendra largement de la capacité du nouveau pouvoir à convaincre qu'il n'agit pas pour s'installer durablement. Une transition courte et respectée reste un scénario possible, notamment si le Haut commandement militaire parvient à obtenir l'adhésion d'une partie de la classe politique et l'appui discret de partenaires étrangers fatigués des crises répétées du pays. Cependant, l'histoire de la Guinée-Bissau comme les premières décisions coercitives du régime laissent penser qu'un maintien prolongé au pouvoir n'est pas à exclure. La tentation d'étendre l'autorité militaire, au nom de la stabilité et de la lutte contre les réseaux criminels, pourrait facilement justifier un glissement vers une transition « à rallonge ».

La CEDEAO, déjà très critiquée pour sa gestion hésitante des coups d'État au Sahel, pourrait jouer un rôle déterminant. Une médiation régionale demeure envisageable, notamment si les arrestations se multiplient ou si le calendrier de transition commence à s'effriter. Mais l'organisation sous-régionale avance désormais avec prudence, consciente que les menaces de sanctions ou d'intervention armée ont montré leurs limites. L'avenir immédiat dépendra donc d'un équilibre fragile entre pressions internationales, ambitions internes de l'armée et attentes d'une population lassée des crises politiques successives.

Analyse – Pourquoi la Guinée-Bissau reste prisonnière de l'instabilité ?

La crise actuelle plonge ses racines dans des clivages historiques qui remontent à l'époque d'Amílcar Cabral. Fondateur du PAIGC et figure tutélaire de l'indépendance, Cabral portait une vision unitaire d'un État moderne, discipliné et tourné vers le développement. Mais son –

Le pays souffre également d'une faible culture institutionnelle. Les règles constitutionnelles, au lieu d'être perçues comme des mécanismes neutres de gestion du pouvoir, sont souvent interprétées à travers le prisme des intérêts individuels ou des alliances du moment. Les institutions sont faibles parce qu'elles ne parviennent pas à incarner une autorité respectée de tous. Dans ce contexte, les élections – pourtant déterminantes pour la stabilisation du système – deviennent des épreuves de force plutôt que des processus de légitimation démocratique. La confiance dans l'État s'effrite d'élection en élection, renforçant un cycle de méfiance généralisée.

Enfin, l'absence d'un leadership politique consensuel achève de fragiliser la scène nationale. Aucun acteur, ni civil ni militaire, n'est parvenu ces dernières années à incarner une figure fédératrice, capable de rassembler au-delà des clivages historiques et des intérêts partisans. Les grandes figures politiques, souvent polarisantes, sont davantage perçues comme les chefs de camps rivaux que comme les représentants d'une ambition nationale partagée. Cette absence d'unité au sommet de l'État laisse la porte ouverte aux interventions militaires répétées, aux contestations permanentes et à la volatilité politique.

La Guinée-Bissau demeure ainsi prisonnière d'un faisceau de facteurs cumulés : un héritage révolutionnaire fragmenté, un État dominé par une armée qui se considère comme arbitre final, une infiltration criminelle profonde, des institutions fragiles et une classe politique incapable de s'entendre sur un socle minimal de gouvernance. Tant que ces éléments demeureront imbriqués, le pays restera exposé à de nouvelles secousses, même après des transitions annoncées comme provisoires.

Un pays à la croisée des chemins

La Guinée-Bissau se trouve aujourd’hui à un moment charnière de son histoire politique. L’arrestation du président Embaló – puis son départ pour le Sénégal –, l’intervention directe de l’armée et l’installation d’un nouveau commandement militaire ont plongé le pays dans une zone d’incertitude où chaque décision peut déterminer la trajectoire des prochains mois. À l’heure où la transition se met en place sous l’autorité du général Horta N’Tam, deux voies se dessinent clairement. La première est celle d’une transition rigoureuse, encadrée et limitée dans le temps, qui pourrait permettre de restaurer la confiance, d’organiser un processus électoral crédible et de reconstruire des institutions suffisamment solides pour résister aux crises futures. La seconde est celle, plus sombre, d’une répétition des cycles historiques où rivalités internes, jeux d’influence militaires et interférences extérieures ramènent le pays vers une instabilité chronique.

L’issue dépendra d’une équation complexe où se mêlent rapports de force internes, maturité institutionnelle et pressions régionales. L’unité de l’armée sera un facteur déterminant, car la moindre fracture au sein du commandement pourrait replonger le pays dans une lutte de clans. La gestion de la transition, notamment la capacité du pouvoir militaire à respecter ses engagements et à résister à la tentation d’un maintien prolongé, jouera également un rôle crucial. Enfin, la CEDEAO, malgré son influence parfois contestée, reste l’un des rares acteurs capables de définir un cadre clair, d’exiger un calendrier crédible et de dissuader une dérive autoritaire.

À l’intersection de ces forces contradictoires, la Guinée-Bissau avance avec prudence, oscillant entre espoir et inquiétude. Son avenir immédiat dépendra de la volonté collective de rompre avec les logiques du passé et de tracer, enfin, une voie stable vers un État fonctionnel. Reste à savoir si les acteurs en présence saisiront cette occasion historique ou si le pays s’enfoncera de nouveau dans ses vieux mécanismes d’instabilité.



SOCIETE

HAMANIÈ
N°077



01 NIGERIA

Dix femmes et enfants enlevés dans l'État de Kwara, l'armée déployée pour les retrouver

NIGERIA : DIX FEMMES ET ENFANTS ENLEVÉS DANS L'ÉTAT DE KWARA, L'ARMÉE DÉPLOYÉE POUR LES RETROUVER

Dix personnes, principalement des femmes et des enfants d'agriculteurs, ont été enlevées lundi soir dans un village de l'État de Kwara, dans l'ouest du Nigeria. Cette nouvelle attaque, survenue une semaine après l'enlèvement de 35 habitants dans une localité voisine – finalement libérés – s'inscrit dans une recrudescence inquiétante des enlèvements de masse qui frappent les zones rurales du pays.

Une chasse à l'homme lancée dans les forêts de Kwara

Selon le commissaire de police Ojo, l'attaque s'est produite vers 19 heures, peu après la tombée de la nuit. Une femme a réussi à s'échapper et à regagner le village pour alerter les autorités.

Une vaste opération de recherche a aussitôt été déclenchée : policiers et chasseurs locaux ratissent la brousse à la poursuite des ravisseurs.

Face à la gravité de la situation, le président Bola Tinubu a ordonné l'installation d'un cordon de sécurité autour des forêts de Kwara. L'armée de l'air, sur instruction de la présidence, doit assurer une surveillance aérienne continue, y compris dans les zones les plus difficiles d'accès, afin de repérer les kidnappeurs.

Une vague d'enlèvements qui secoue tout le pays

Le rapt de lundi n'est que le dernier épisode d'une longue série. Une semaine auparavant, plus de 300 élèves et enseignants avaient été enlevés dans une école catholique de Papiri, dans l'État du Niger. Dans le même temps, 25 lycéennes ont été capturées dans l'État de Kebbi et 13 jeunes filles dans celui de Borno.

Depuis plus de dix ans, le Nigeria est confronté à une épidémie d'enlèvements de masse. Le rapt des 300 lycéennes de Chibok en 2014 reste l'un des symboles les plus marquants de cette violence. Aujourd'hui encore, des centaines d'enlèvements sont signalés chaque année, en particulier dans les zones peu sécurisées du nord et du centre du pays. Selon Nnamdi Obasi, analyste pour l'International

Crisis Group, entre 3 600 et 7 500 enlèvements par an ont été enregistrés entre 2022 et 2024, un phénomène alimenté par l'action conjointe de groupes criminels, de milices locales et d'organisations jihadistes.



Le pays sous pression alors que les tensions diplomatiques montent

Cette flambée de violences intervient dans un contexte international tendu. L'ancien président américain Donald Trump a récemment menacé d'une intervention militaire au Nigeria, accusant les autorités de ne pas protéger les chrétiens visés par des groupes armés islamistes. Des déclarations qui ont ravivé les critiques sur la gestion sécuritaire du gouvernement nigérian.

Les « bandits », principaux responsables des enlèvements contre rançon

Le nord-ouest du Nigeria est particulièrement touché par les agissements de groupes armés communément appelés « bandits ». Selon l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), ces groupes peuvent rassembler de quelques dizaines à plusieurs milliers de membres.

Ils mènent régulièrement des raids dans les villages, volent le bétail et enlèvent des civils contre rançon, avec des demandes variant de quelques centaines à plusieurs dizaines de milliers de dollars par otage. Certains captifs sont libérés rapidement, d'autres après plusieurs semaines ou plusieurs mois, tandis que quelques-uns parviennent à s'échapper.

Ce phénomène trouve notamment ses racines dans les conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs, exacerbés par l'afflux d'armes et l'instabilité du Sahel depuis 2011.

Des forces de sécurité insuffisantes pour un pays de 230 millions d'habitants

Avec environ 230 millions d'habitants, le Nigeria ne dispose que d'environ 370 000 policiers, un effectif considéré comme largement insuffisant face à l'ampleur de la menace. Jusqu'à récemment, près d'un quart de ces agents étaient affectés à la protection de personnalités politiques, au détriment de la sécurité générale.

Le président Tinubu a annoncé dimanche soir la réaffectation immédiate de ces policiers à des missions de terrain, espérant ainsi renforcer la capacité de l'État à faire face aux attaques et à restaurer la sécurité dans les régions les plus exposées.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamanière

N° 077 - 28/11/2025